

**Daniel
Bensaïd**

**Leur
gauche**

**et
la nôtre**

**Lionel,
qu'as-tu fait
de notre victoire ?**

Leur gauche et la nôtre 1/

Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire ?

Daniel Bensaïd

« Déclare en toi et grave dans ton cœur : Que le jour ne luise jamais où le souvenir de ce jour de victoire puisse apporter une amertume et un retour funeste vers la présente joie ; que jamais revivant ce qui est aujourd'hui ne te vienne à l'esprit cette lourde parole : À quoi bon ? »
Paul Valéry

LE 1^{ER} JUIN, j'ai voté à gauche au deuxième tour des législatives. Comme en 1981. Comme en 1988. Comme en 1995. Malgré les quatorze ans de mitterranderies et de mitterrandages, de reniements et de renoncements, d'abandons et de capitulations.

À gauche, hélas... À gauche, malgré tout.

Moins pour la gauche que contre la droite. Pour zapper Debré et ses lois, Juppé et ses plans, Toubon et ses manigances. À gauche par tradition, par « discipline républicaine ». Sans illusions, mais sans hésitation.

Et aussi, et surtout, pour affirmer encore, contre la grande ruée vers le centre introuvable, où tous les chats sont gris, contre le ralliement consensuel au juste milieu, qu'il subsiste une différence, si atténuée, si décolorée, si délavée soit-elle. Que la gauche et la droite, ce n'est pas bonnet rose et rose bonnet. Qu'en dépit des accommodements et des compromissions, leur différence traduit de façon assourdie, étouffée, biaisée, l'opposition souterraine, l'irréconciliable querelle entre ceux d'en bas et ceux d'en haut, entre possédés et possédants.

Cette fidélité indéfectible, à l'épreuve des déceptions et des désillusions,

1/ Nous avons choisi de rebaptiser ce livre, initialement paru sous le titre *Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire?*, sachant à quel point Daniel Bensaïd en prêtait peu l'aspect pseudo « accrocheur » ; une mauvaise idée de l'éditeur, donc... Nous reprenons comme titre le sous-titre, plus explicite quant au contenu de l'ouvrage.

donne - c'est bien la moindre des choses, le moindre retour des choses - un droit de regard. Oh, un droit bien modeste, bien infime, infinitésimal, perdu dans la multitude de l'opinion et de l'électorat, mais un droit tout de

même – on dirait aujourd’hui un droit « citoyen » – à demander des comptes, à vérifier ce qu’il advient du mandat qui a été confié.

Pour prendre ses distances envers l’encombrant héritage de François Mitterrand, Lionel Jospin revendiquait hier un « droit d’inventaire ». Il s’est bien gardé d’en abuser. Qu’il nous soit permis, en tant qu’électeurs de base, fantassins de la république, simples militants de la lutte de classes, de revendiquer à notre tour un devoir de mémoire et un droit de suite.

Certains le prendront de haut, traitant avec mépris ces récriminations comptables et ces mesquineries de notaire provincial. Ils ont tort. Sans contrôle ni vigilance de la part de l’électeur, il n’y a plus de parole, plus de programme, plus de politique, plus de démocratie qui tienne. C’est la foire aux humeurs, aux habiletés du moment, aux opportunités et aux magouilles.

En décidant de dissoudre l’Assemblée, Chirac a prétendu donner aux élections surprises un enjeu solennel. Un choix de société, un choix de civilisation, disait-il. Rien de moins que l’entrée dans le troisième millénaire.

Et quinze jours pour choisir !

Sans programme, pratiquement sans débat. C’était dérisoire. C’était farce. C’était trop.

En campagne, Lionel s’est efforcé de répondre au niveau de l’enjeu : « Changer l’avenir ! ». Ça sonnait fier. Un peu creux sans doute, comme n’importe quel slogan publicitaire. Mais comment ne pas y souscrire, quand l’avenir annoncé est si sombre, si bouché, qu’on se contenterait presque d’une éclaircie. Une fois la formule lancée, il restait à lui donner un contenu, à la conjuguer au présent.

Changer l’avenir, cela devrait vouloir dire d’abord changer de république et changer la République ; ensuite, changer le « lien social » usé jusqu’à la corde ; changer d’Europe enfin et changer l’Europe.

Les trois changements se combinent et se complètent. Celles et ceux qui ont voté pour ce changement d’avenir le sentent, d’un sûr instinct de chaque jour. Quelque chose de pourri se décompose dans la République, qui ne saurait durer, qui ne saurait s’éterniser en pourriture et en décomposition, traîner d’affaire en scandale, de trottinette en encornet, sans que cela finisse mal.

Il faut donc que cela change, et que cela change vraiment.

Le profond désarroi de la droite après la dissolution aventureuse et les élections du 1^{er} juin 1997 en offrait l’occasion. Lionel Jospin a demandé du temps. Il s’est forgé une image de sérieux conforme à la gravité de la situation. À en croire les sondages, ce profil lui a valu dans l’opinion une bienveillante patience. Il ne s’agissait pas pour autant d’un crédit illimité. La méfiance

demeurait, sourde, retenue, dans une vigilante expectative. Les renoncements sur l’Europe, sur l’abrogation des lois Pasqua-Debré, sur les privatisations, sur la poursuite du plan Juppé ne pouvaient que la renforcer.

Mais l’avenir se joue sur les résultats en matière d’emploi et de chômage.

Après le désastre des années Mitterrand, un nouvel échec sur ce terrain aurait des conséquences imprévisibles sur le paysage politique du pays et sur l’avenir de toute la gauche. Le mouvement des chômeurs s’est chargé de le rappeler avec force.

En décembre 1995, nous avons porté un coup d’arrêt à la contre-réforme libérale d’Alain Juppé. En février 1997, nous avons porté un coup d’arrêt à la législation xénophobe de Jean-Louis Debré. En juin 1997, nous avons viré par les urnes Pasqua et Debré. Un an après, la question se pose : « Lionel, qu’as-tu fait de notre victoire ? »

Le dur devoir de gouverner à gauche

«Comme ce grand Bernard Lazare un jour me le disait; et je me rappelle textuellement ses paroles; c'était au moment où il devenait évident que les politiques parlementaires, ayant dénaturé l'affaire, allaient dénaturer la reprise de l'affaire: «Les opportunistes, me dit-il, ont mis trente ans pour se pourrir; les radicaux n'ont pas mis trente mois; les socialistes n'auront pas mis trente jours.»»

Charles Péguy, *Cahiers de la quinzaine*, 15 mars 1904

L'homme dédoublé

« NOUS N'AVONS PAS LE DROIT DE DÉCEVOIR... »

« Nous n'avons plus le droit à l'erreur... »

Les représentants de la majorité nouvelle ne cessaient de le répéter au soir du 1^{er} juin 1997. Ils avaient la victoire modeste et la mine contrite de gamins et de gamines à qui l'on vient de pardonner une lourde faute, qui s'engagent à ne pas recommencer, à se racheter une conduite.

Que de serments, la main sur le cœur ! Que de bonnes résolutions de rentrée des classes ! Juré, promis, craché ! Tant d'humilité suspecte avoue ce que personne ne peut ignorer. En 1993, quatorze ans de Mitterrand et dix ans de gestion gouvernementale ont laissé une gauche en cendres et en ruine, son peuple démoralisé, sans projet ni lendemains, plus de trois millions de chômeurs et un électorat lepéniste à quatre millions. Lionel Jospin a beaucoup fait pour redresser cette gauche déconfite et pour la revigorer plus vite que ses propres responsables ne l'espéraient. Il a pu le faire grâce aux traditions, à la culture d'une gauche profonde, plus résistante, plus tenace que ses partis et dirigeants occasionnels. Une gauche enracinée dans l'histoire, dans la réalité quotidienne des conflits sociaux, dans la lutte entre le travail et le capital, entre les droits à l'existence et le droit despotique de la propriété.

Le cœur du peuple a ses raisons, que le marché ne connaît pas.

L'issue de la campagne électorale a tenu à peu de chose. La défaite de la droite n'était pas fatale. Elle ne fut pas écrasante. À l'approche du premier tour, et entre les deux tours, chaque manœuvre de l'Élysée et de Matignon enfonçait Juppé, aspiré vers le fond comme un type qui gesticule dans les sables mouvants. Le résultat ne fut pourtant pas une « divine surprise », comme s'il s'agissait d'une loterie. La surprise a sa logique, que la raison électorale ignore. Celle du 1^{er} juin était annoncée. Elle était dans une large mesure, l'effet différé d'une renaissance sociale de la gauche. L'écho des grèves de décembre 1995, de la lutte des sans-papiers, des manifestations contre les lois Debré, des Assises pour les droits des femmes.

Autant que des urnes, Lionel Jospin tient son mandat de ces luttes, de ces soulèvements. Quand ses ministres ressassent leur souci de ne pas décevoir, ils savent qu'il ne s'agit pas seulement d'électeurs, mais de syndicalistes, de militants associatifs, de manifestants par centaines de milliers qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour lutter contre les plans et les lois de la droite.

D'un point de vue purement électoral, la majorité tient d'ailleurs à peu de chose. En voix comme en pourcentages, la gauche reste minoritaire face à la droite et à l'extrême droite. Avec un scrutin proportionnel, elle n'aurait eu que 256 députés au lieu de 310. Le Front national en aurait eu 77, au lieu d'un seul. Se contenter de gérer les équilibres de cette majorité précaire permettrait au mieux de retarder la chute. Pour espérer durer, il faut dynamiser et élargir cette faible majorité. Un nouveau reniement conduirait en revanche à un plus grave désastre, au retour en force d'une droite de plus en plus dépendante du Front national.

L'affaire est déjà en route. De dîner en déjeuner, de Pandraud en Peyrefitte, l'idée de la « discipline nationale » fait son chemin, et Mégret joue sur du velours. Après les dernières élections législatives, il n'est plus un département où les scores du Front national soient inférieurs à 5 %. Dans 28 départements, ils se situent entre 10 et 15 % ; dans 30 départements entre 15 et 20 % ; dans 12 départements entre 20 et 25 % ; dans le Var et le Vaucluse, ils dépassent les 25 %. Nationalement, le Front talonne le RPR. Et la droite traditionnelle part en quenouille.

Bien sûr, il y aura des reclassements et des réorganisations. Mais la consternante médiocrité du personnel politique n'est ni accidentelle ni anecdotique. Historiquement divisées par la concurrence, les classes dirigeantes n'atteignaient quelque cohésion politique que par l'exercice du pouvoir d'État face à la menace des « classes dangereuses ». L'affaiblissement de l'État et de ses fonctions, d'un côté, l'incertitude du projet européen, de l'autre, minent leur hégémonie. Plus le patronat et la haute administration dirigent l'économie, moins la bourgeoisie gouverne l'État. Dans ces conditions, une crise cumulée – sociale, institutionnelle et européenne à la fois – devient possible. Nul ne peut prédire quels démons en surgiraient si la gauche n'est plus elle-même, et si les opprimés n'avancent pas leurs propres réponses et leurs propres solutions.

Tout cela, Lionel Jospin le sait.

C'est sa force et sa faiblesse. À la différence de la plupart des dirigeants socialistes, il n'est pas un pur produit de la caste énarchique et ministérielle. Il y a chez lui un fond de culture militante. C'est probablement le ressort de son désamour envers Mitterrand, de son effacement au lendemain du congrès de

Rennes, de ses doutes et de son retrait après son échec personnel aux législatives de 1993, de sa solitude au congrès de Liévin. On vante, ici ou là, son honnêteté, sa droiture, son éthique. Il a surtout gardé une intelligence politique des forces sociales en mouvement qui le distingue nettement d'un Fabius ou d'un Bérégovoy. Parce qu'il connaît bien ses classiques et les leçons répétées de l'histoire, il connaît aussi le scénario du film dont il est désormais l'acteur principal, à ses risques et périls.

Dans les institutions de la v^e République, la cohabitation profite rarement au gouvernement face aux prérogatives présidentielles. Chirac en 1988, Balladur en 1995 l'ont éprouvé à leurs dépens. Mais on ne choisit pas son heure. À son corps défendant, Chirac l'a choisie pour lui. Et voici la gauche embarquée en principe pour cinq ans, avec une majorité plurielle, avec une gauche sociale échaudée, non réconciliée avec la gauche politique, et, de surcroît, avec autour du cou le double nœud coulant de la cohabitation et de la discipline européenne.

Pour des raisons différentes, Chirac et Jospin peuvent être tentés d'écourter la cohabitation. Le président, pour essayer de reprendre la main et briguer un second mandat. Le Premier ministre pour profiter de l'élan et des faveurs de l'opinion, avant de s'user dans une législature semée d'embûches. Il aurait intérêt pour cela à « tomber à gauche » si la contradiction entre le réalisme économique et la montée du mécontentement social devenait ingérable. Mais seul le président est en position de provoquer une élection présidentielle anticipée et d'en choisir le moment.

Les difficultés sont considérables, les dangers énormes. Nul, qui se considère de gauche, ne peut souhaiter une débâcle de l'actuelle majorité. Si échec il y a, c'est toute la gauche, gouvernementale ou pas, à commencer par le peuple travailleur, qui en subira les conséquences. Ceux et celles qui ne portent aucune responsabilité dans le passif du mitterrandisme paieraient aussi leur part d'une terrible addition.

Alors, « condamnés à réussir » ?

Mais à réussir quoi, au juste ?

Dès son arrivée à Matignon, Lionel Jospin n'a cessé de réclamer le droit de prendre son temps, d'inscrire son action dans la durée.

La politique, en effet, est un art des temps et des rythmes. Celle du gouvernement est confrontée à des impératifs contraires. D'un côté, il doit répondre à des besoins urgents et à des mécontentements accumulés ; de l'autre, il doit engager des réformes dont les effets ne seraient perceptibles qu'à terme. Le

tout sur fond de campagne présidentielle rampante. Pour créer la confiance à gauche, il aurait dû faire la preuve rapide d'un changement de cap réel ; pour préparer les alliances au centre inhérentes à une ambition présidentielle, il croit devoir chercher le consensus.

Pour gérer cette contradiction, Lionel Jospin en a appelé à la patience compréhensive de sa majorité. À la différence de 1981, l'électorat de gauche attendait peu, il est vrai, des élections de juin 1997. Elles n'ont soulevé nulle passion préélectorale, suscité nul grand débat.

Qui attend peu est susceptible de se contenter de peu : ce sera toujours mieux que rien. Cet état de grâce minimaliste est bien différent de celui de 1981 : état de grâce morose, sceptique, désenchanté, il serait imprudent d'en abuser. De Montaigne à Benda, on s'est souvent étonné de la « stupéfiante patience » des classes opprimées.

Elle a ses limites.

Lionel Jospin a soigné son image d'homme droit (sans ses bottes). Et entier.

À l'épreuve des responsabilités, la droiture n'a pas tardé à courber et l'entière à se lézarder. On pouvait s'y attendre. Un matin de février 1997, interrogé sur France Inter, entre le beurre et la tartine, Lionel Jospin présentait déjà les symptômes inquiétants d'un dédoublement de personnalité. Fallait-il ou non désobéir aux lois Debré sur l'hébergement des étrangers, ainsi que le réclamaient les pétitionnaires ? En tant qu'homme privé, Lionel était plutôt pour. En tant qu'homme public, Jospin plutôt contre. C'était, résumée en quelques mots, toute la tartuferie moderne, tout le prodige des hommes doubles et de leur double jeu.

La culture d'opposition conseillait de désobéir. La culture de gouvernement recommandait d'obéir. La suite a confirmé cet art, cette virtuosité du dédoublement.

Au moment du référendum sur Maastricht, Jospin avait déjà redécouvert les vertus dialectiques de la négation de la négation : il votait « non au non », et, par conséquent, « oui au oui ». C'était plus qu'une habileté rhétorique, certainement une conviction profonde ; nombreux sont d'ailleurs ceux qui, votant oui en pensant non, ont fait alors du Jospin sans le savoir.

À la veille du premier tour des législatives, le premier secrétaire – « culture d'opposition » oblige ! – dénonçait le pacte de stabilité comme un « super-Maastricht » et « une concession » que le gouvernement français avait faite « absurdement » aux Allemands. Il ajoutait en bonne logique : « Donc, je n'ai aucune raison de me sentir engagé par rapport à cela 1/3. » Parole de citoyen !

1/ *Le Monde*, 21 mai 1997.

Trois semaines plus tard, le Premier

ministre – « culture de gouvernement » et raison d'État contraignant ! – signait le traité d'Amsterdam.

En tant que premier secrétaire du Parti socialiste et chef de file de l'opposition, Lionel manifestait à Bruxelles contre la fermeture de Renault-Vilvorde. En tant que candidat aux législatives, il s'engageait, plus prudemment, à rouvrir le dossier ; en tant que Premier ministre, Jospin se rangeait à l'avis de fermeture prononcé sous couvert d'expertise.

En tant que premier secrétaire, Lionel signait, quelques mois avant les élections, une pétition initiée par la fédération syndicale Sud-PTT contre la privatisation de France Télécom ; l'ensemble de la gauche avait d'ailleurs voté contre la loi du 26 juillet 1996 transformant France Télécom en société anonyme. En tant que Premier ministre, dès son discours d'investiture à l'Assemblée, Jospin sonnait la retraite, introduisant une subtile distinction entre les services publics, « relevant d'une conception fondamentale de la société à laquelle nous tenons par-dessus tout », et le secteur public, dont relèvent les télécommunications, qui « est devenu aujourd'hui un enjeu de propriété ». C'était, à mots couverts, le feu vert à l'ouverture du capital. Le *Financial Times* ne s'y est pas trompé, qui annonça aussitôt que « France Télécom serait mise en vente à l'automne ». En tant que premier secrétaire, Lionel, dans la ferveur contagieuse d'une soirée de meeting au Zénith, avait promis l'abrogation des lois Pasqua-Debré. En tant que Premier ministre, Jospin estimait plus politique et largement suffisant de les toiletter.

La culture de gouvernement dicte donc sa loi. En rechignant, en protestant, en renâclant parfois, il faut alors se plier aux marchés financiers, aux institutions, à la cohabitation, à la raison d'État.

Les réformes peuvent attendre. Pas les renoncements.

L'honnêteté, la sincérité, la bonne volonté personnelle ne sont même pas en cause. Dans ce jeu de miroirs et d'images, d'ombres et de mirages, le Jospin pile et face est simplement le produit d'un système et le jouet d'une fonction. Où le dédoublement est la règle. Celui de la marchandise, en valeur d'usage et en valeur d'échange. Celui du travail, en travail concret et en travail abstrait. Celui du travailleur, en producteur et en consommateur. Celui de l'homme, en homme privé et en citoyen public. Celui de Lionel Jospin, en premier secrétaire et en Premier ministre : « C'est toujours le même vice moderne de duplicité. Ils veulent jouer deux fois. Ils veulent jouer deux jeux étrangers et à volonté contraires. Ils veulent jouer sur deux tables. Ils veulent jouer des deux mains. Ils veulent bien être grands pour les situations temporelles. Et ils veulent bien ne pas être grands

2/ Charles Péguy, *l'Argent*, Gallimard, Paris, 1932, p. 230.

pour les responsabilités que les situations temporelles devraient conférer 3/ »

Marché noir

LA MARGE DE MANŒUVRE est étroite? Certes. Il n'y a que deux conclusions possibles. Soit se faire petit, tout petit, s'amincir, s'affiner, se réduire, en espérant se faufiler dans un trou d'aiguille, rechercher comme aime le proclamer Jean-Christophe Cambadélis « le maximum d'effet dans le minimum d'espace ». Soit, au contraire, pousser fort pour se frayer un passage, au risque de faire craquer les coutures et de provoquer une crise ouverte.

La première voie serait celle d'un « blairisme » à la française, d'un social-libéralisme tempéré, d'un monétarisme amendé. Lionel Jospin a voulu au contraire marquer sa différence: « Il n'y aura ni pause, ni recul, ni reniement », proclamait-il fièrement dans la péroraison de son discours, le 19 juin à l'Assemblée.

Ni pause, sans doute, tant il se hâte avec lenteur. Ni recul, bien sûr, tant il se garde de trop avancer.

Ni reniement, peut-être, tant il a su ne guère promettre.

Mais des renoncements, et non des moindres, certainement.

Le peuple de gauche était prêt à accorder le temps demandé. Encore eût-il fallu donner rapidement des signes indiscutables d'un changement de cap. Refuser de ratifier le pacte de stabilité qui n'est même pas inclus dans le traité de Maastricht, qui l'amende et qui l'aggrave. Opposer clairement les 46 % de part de l'État à la fermeture de Vilvorde. Rétablir sans équivoque un système de protection sociale par répartition et abroger la loi Thomas sur les retraites par capitalisation. Arrêter la privatisation de France Télécom. Abroger franchement les lois Debré, régulariser les sans-papiers qui en feraient la demande pour apurer le passif des mesures discriminatoires antérieures, et remettre à plat l'ordonnance de 1945 sur les étrangers. Relancer substantiellement le pouvoir d'achat. Annoncer les grands principes d'une réforme fiscale.

Le gouvernement aurait alors eu contre lui le patronat, les mystérieux marchés financiers, la droite, et la démocratie chrétienne allemande. La Bourse aurait boudé la majorité nouvelle au lieu de la fêter par des hausses jubilatoires. Mais, face à une droite groggy, la victoire électorale apportait la légitimité

nécessaire pour impulser un tournant clair. Lionel Jospin y aurait gagné une remobilisation de son propre camp et une repousse d'espérance contre la résignation aux contraintes économiques et monétaires.

Au risque d'une crise européenne et d'une crise de cohabitation, c'est vrai. Mais cette crise viendra, tôt ou tard. Le plus tard ne sera pas forcément le mieux.

À vouloir l'éviter à tout prix, la gauche gouvernementale risque de perdre sur tous les tableaux. Ses engagements pour une loi-cadre sur les 35 heures ont temporairement atténué le sentiment de capitulation précipitée. Mais le projet reste trop incertain pour emporter l'adhésion et susciter un soutien actif face au chantage patronal. À ce jeu subtil, le gouvernement risque de s'user dans le *double bind* des critères de Maastricht et de la cohabitation. La droite a besoin de temps pour se remettre. Elle le laissera gérer le périlleux passage à l'euro. Il faudra se plier aux impératifs de la monnaie unique, tenir les taux de change, tailler des coupes sombres dans les budgets publics.

Il ne s'agit pas cette fois d'un simple « malaise dans la représentation », ni d'une crise institutionnelle franco-française ordinaire, ni même d'une possible crise européenne. Il s'agit d'un enchaînement, d'un emboîtement de crises qui se combinent dans un grand remue-ménage planétaire. Les espaces de l'économie, de l'écologie, du droit, de l'information se chevauchent et se contrarient. Les territoires se fracturent et se recomposent. Les temps de la production, de la circulation, de la communication s'enchevêtrent et se contredisent. La vitesse pulvérise les durées et brouille les causalités. Dans ce dérèglement général de la mondialisation, les repères familiers de la souveraineté et de la représentation politiques se dérobent. Les promesses d'avenir s'obscurcissent.

Il ne s'agit plus seulement de grignoter quelques points de profit ou quelques parts de marché. Les conditions de sortie de cette crise ne sont pas purement économiques. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est un redécoupage à grande échelle des espaces de production et d'échange, une redéfinition des modes de travail et des rapports entre les classes, des règles du droit et des hiérarchies de domination. Ce genre de mutation ne s'est jamais fait à l'amiable, sur le tapis vert, sans convulsions ni conflits. Nous y sommes.

Pendant sa campagne, Lionel Jospin a parlé de capitalisme dur et brutal. À la longue, les réquisitoires contre le libéralisme sauvage auraient fini par le présenter comme la contrefaçon d'un capitalisme à visage humain. Non point. La déraison marchande a sa propre logique.

Lionel a aussi parlé de choix de société et de civilisation. Il ne pensait pas si

bien dire. Le monde ne tourne pas rond. L'horreur économique est pleine de paradoxes. Alors que l'on produit davantage de richesse en moins de temps, pourquoi les acquis sociaux et la qualité de la protection sociale, possibles hier dans un pays en reconstruction, dévasté par la guerre et l'occupation, ne le seraient-ils plus désormais? Mystère et boule de gomme! Pourquoi la Bourse baisse-t-elle quand l'emploi monte, et pourquoi s'envole-t-elle lorsqu'on annonce les licenciements chez Moulinex ou les plans sociaux chez Renault? Pourquoi la dévaluation compétitive est-elle bonne pour la lire, la livre, ou le dollar, et mauvaise pour le franc? Pourquoi les dépenses de santé seraient-elles « anti-économiques », alors que les achats de voitures seraient bénéfiques pour l'économie, au point de mériter l'encouragement des juppettes ou des balladures? Pourquoi le progrès technique fait-il perdre des emplois au lieu de faire gagner du temps? Pourquoi une entreprise moderne et performante peut-elle être soldée pour un franc symbolique? Pourquoi, alors qu'il y a des millions de chômeurs et de jeunes en quête d'emploi, serait-il scandaleux de réclamer la retraite à 55 ans? Pourquoi faut-il se débarrasser d'une entreprise publique déficitaire, mais aussi d'une entreprise publique bénéficiaire comme France Télécom?

Mystères et sortilèges.

Dont les marchés financiers détiennent seuls le secret.

D'après une enquête du Credoc (juin 1997), une écrasante majorité de la population (87,7 %) estime que ce sont ces concombres masqués, ces puissances anonymes « qui mènent le monde », plutôt que les majorités parlementaires; 68,6 % trouvent que le poids de l'économie est trop grand dans notre société et 90,1 % qu'il faudrait « inventer des moyens pour que les Français participent davantage aux décisions »; 71,6 %, enfin, pensent que la mondialisation va encore renforcer « l'influence des marchés financiers » et 69,9 % qu'elle aboutira à « remettre en cause les acquis sociaux ». Étonnez-vous, dans ces conditions, d'une baisse du civisme et d'une crise de la politique!

Dans ce « siècle à mains », nous sommes plus que jamais des marionnettes dans la main invisible et baladeuse du marché: « Des mains, toujours des mains, des mains partout. Ce siècle à mains, comme disait jadis Rimbaud, toutes les mains... Mains dures et mains molles, mains noires et mains blanches, petites mains de velours rose, aux griffes laquées, ou fortes mains de cuir, mains trapues, mains courtaudes, mains longues, mains blêmes... Le marché noir, oui, c'est pour moi ce grouillement de mains [...], ces mains qu'on dirait détachées de l'homme, vivant de leur vie propre ^{3/}. » Bernanos parlait du marché noir. Mais le marché noir n'est que la face cachée du marché tout

^{3/} Georges Bernanos, *la Liberté, pour quoi faire?*, Folio, Paris, 1995, p. 173.

court. Son secret et sa vérité. Les marchés financiers, c'est, à une tout autre échelle, avec une tout autre frénésie, le même grouillement de mains levées à la corbeille, de mains fiévreuses sur des consoles, de doigts pointés pour donner des ordres, le même grouillement effrayant de mains sans corps et sans têtes, détachées de tout, qui jouent pour leur propre compte.

Leur agitation devient de plus en plus fébrile. La mesure du monde est dérégulée. Plus le travail et la communication deviennent complexes, plus l'activité sociale est composée et collective, plus le travail est socialisé et chargé de savoir, de théories, des connaissances accumulées, plus il devient dérisoire, arbitraire, brutal de ramener les divers travaux à l'étalon unique du temps de travail abstrait. Tout le monde, ou presque, le dit. Et pourtant, on continue à tout mesurer, les richesses et les êtres, à cet étalon misérable. La mesure parcimonieuse du temps est partout. Dans les négociations sur le temps de travail, sur la flexibilité, sur le temps partiel, sur les retraites, dans la mensuralisation et l'annualisation. Tout tourne autour du temps.

Le marché-roi ramène l'incommensurable à sa commune et misérable mesure. C'est la raison ultime du chômage et de l'exclusion. Au lieu de consacrer le temps gagné par la productivité au loisir, à la culture, à la démocratie, à l'amélioration des services de santé et d'éducation, il se traduit par la mise au rebut d'une main-d'œuvre rendue inutile. Selon les critères de la rentabilité et du profit, le temps gagné dans la production n'est pas convertible dans les services : on peut réduire de moitié le temps nécessaire à la production d'une automobile ou d'un logement, mais on ne peut pas diviser par deux le temps nécessaire pour soigner un malade ou éduquer un enfant.

C'est aussi pourquoi il apparaît de plus en plus difficile de conjurer les périls écologiques. Les conséquences de la dévastation des sols, des lésions de l'atmosphère, du ravage des forêts, de la pollution des eaux, du stockage des déchets et du déstockage des énergies non renouvelables, s'étendent sur des dizaines d'années ou des siècles. Comment les ramener à la dérisoire mesure instantanée du temps social de travail ? Comment les traduire de manière comptable en taxes et réparations ?

Les victoires électorales et les joutes parlementaires ont leur importance. Elles peuvent être décisives, dans la mesure où elles ouvrent des opportunités, présentent de nouveaux choix et de nouvelles orientations. Mais elles restent à la surface des choses. Ce sont des vagues, des plis, des frémissements, derrière lesquels rugit la houle d'une tout autre crise d'un changement d'époque, lourd des pires dangers.

Un choix de civilisation, a-t-on dit, sans trop y croire. Et pourtant...

UN CHOIX DE CIVILISATION ? Comment aborder une telle épreuve avec une gauche en si piteux état ? À bout de souffle. Vidée de substance sociale et programmatique.

Proche de Lionel Jospin, Jean-Christophe Cambadélis se réjouit que la gauche ait dû « faire son deuil du messianisme révolutionnaire ». Il lui demande de « réinscrire sa réflexion et ses pratiques dans l'horizon de l'approfondissement et de la radicalisation graduels d'une démocratie désormais perçue comme indépassable ^{4/} ».

Le messianisme a bon dos. Il donne prétexte à congédier toute ambition de transformation sociale. Il ne s'agit pas, en vérité, de savoir si la démocratie est indépassable. La démocratie est une forme politique, soumise elle-même à des variations historiques. Elle n'est pas la même dans la cité grecque ou dans les systèmes parlementaires. Tout dépend de son articulation aux rapports sociaux de domination. La vraie question est alors de savoir si le capitalisme (pudiquement baptisé économie de marché), et non la démocratie atemporelle, est devenu l'horizon indépassable de notre temps.

Hic Rhodus, hic salta, disait l'autre.

C'est ici qu'est la rose. C'est ici que sont ses épines.

L'horizon serait désormais fermé, bouché. Le rideau de fer du futur serait tiré. Le « ciel bas et lourd » pèserait désormais comme un couvercle sur nos craintes et nos ennuis. Les raisons n'en sont guère mystérieuses. Au long de ce siècle, les staliniens ont discrédité la révolution. Les sociaux-démocrates ont discrédité la réforme. Il est arrivé à Lionel Jospin en personne d'en prendre acte : « La réforme a vaincu la révolution, mais les réformistes donnent l'impression de ne plus croire aux réformes ^{5/} ».

^{4/} Jean-Christophe Cambadélis, *Pour une nouvelle gauche*, Stock, Paris, 1996, p. 11.

^{5/} Lionel Jospin, *L'invention du possible*, Paris, Flammarion, 1994, p. 179.

En quoi ces réformistes sans réformes sont-ils encore socialistes ?

Pour réformer sérieusement, profondément, durablement, il faut plus

que jamais révolutionner les rapports de pouvoir et de propriété. On n'y coupe pas. Qui décide ?

Le peuple ou les marchés financiers ? Les besoins humains ou le Cac 40 ? Être ou ne pas être socialiste ? *That is the question.*

Moins il y a de projets, de propositions, de programmes, plus on parle de méthode et de style. Il y eut la méthode Rocard, la méthode Delors, la méthode Juppé, la méthode Notat, la méthode Balladur... Nous avons maintenant la méthode Jospin. Au pays de Descartes, l'enflure des discours de la méthode est inversement proportionnelle au contenu des programmes et des projets. Depuis la méthode Coué, mère de toutes les méthodes, l'inflation méthodique est le cache-misère de la pensée creuse.

Au pays de la méthode, tous les chats sont gris. La méthode Delors contre la méthode Balladur, c'est du pareil au semblable. Lionel Jospin s'est parfois inquiété de ces effacements et de ces rapprochements : « Si nous renonçons à ces buts, nous renonçons par là même au socialisme. [...] Existe-t-il encore une différence entre la gauche et la droite ? [...] Comment peut-on refonder le clivage politique droite-gauche ^{6/} ? » Comme si ce clivage ne se manifestait pas tous les jours dans les conflits réels ! Comme si sa dénégation et le grand affaissement au centre n'exaspéraient pas les extrêmes !

Jean-Christophe Cambadélis se demande « sur quelle base sociale fonder le discours socialiste », dès lors que « l'équation sociale-démocrate paraît caduque dans sa dimension sociologique ». Lionel Jospin s'efforce de rétablir une différence, bien faible, bien fragile : « la droite croit à la tradition » et « la gauche au progrès ». Simple affaire de croyances ? « La droite nie l'existence de la lutte des classes », la gauche « croit au jeu des groupes organisés » ? Pourquoi tant de périphrases ?

Pourquoi se résigner à ce que l'opposition droite/gauche soit considérée comme un clivage périmé, une différence ringarde, une querelle passée de mode ? Malgré le brouillage des lignes et l'enchevêtrement des fronts, les fondements demeurent, à condition d'en revenir au contenu. Et le contenu, c'est encore, n'en déplaise aux professionnels de la conciliation consensuelle, la lutte des classes.

Sous l'effet de l'offensive libérale, certains mots étaient devenus impronçables. On ne devait plus dire travailleurs ou prolétaires, mais « les gens », « les clients », ou « les sondés ». Les classes étaient décrétées dissoutes dans le consensus et la consommation. Finies, archaïques, dépassées.

Décembre 1995 fut un brutal rappel à la réalité.

^{6/} Lionel Jospin, *op. cit.*, p. 301, 303, 307.

« Et pourtant, elles luttent », aurait marmonné l'autre.

Autrement qu'hier certes, avec d'autres images en tête, avec les différenciations et les complications subtiles de la masse et du réseau. Sauf dans l'imagerie d'Épinal de la grande légende prolétarienne, il en a toujours été ainsi. Et cela continuera, aussi longtemps que s'affronteront le capital et le travail.

On entend déjà les accusations de dogmatisme, d'entêtement doctrinaire. Pourquoi s'évertuer à ramener l'inconnu au connu, le nouveau au vieux, et pourquoi opposer à la langue de plomb libérale la langue de bois de l'exploitation ? Parce que les faits et les mots ont leur importance, inséparablement. Lorsque le Front national s'acharne à substituer l'antagonisme national/étranger à l'antagonisme exploiteur/exploité, il sait l'importance de cette guerre de mots. Il sait que des visions du monde sont en jeu. Il est, réciproquement, crucial de défendre le rôle central du front social et des intérêts de classe.

Il importe peu que cette représentation corresponde à l'idée spontanée que se font d'eux-mêmes l'instituteur, l'infirmière ou le chauffeur routier. Comme toute conscience sociale, la conscience de classe se construit dans les luttes et dans la langue. Walter Benjamin a souligné l'importance du fait que l'Allemagne hitlérienne soit devenue le pays où il était interdit de nommer le prolétariat. Et Hannah Arendt a souvent insisté sur la signification qu'eut le remplacement des classes par « les masses » dans le vocabulaire du régime.

Les « masses », aujourd'hui, ce seraient les classes moyennes, omniprésentes, envahissantes, trou noir de toutes les oppositions, amortisseur de tous les conflits, lieu de la réconciliation de tous les contraires. À quelques exclus et exclusions près, nous serions tous moyens, tous prédisposés à une politique moyenne, ni chaude ni froide, ni chèvre ni chou, ni gauche ni droite, tiède et tempérée, à une médiocre moyenne d'intérêts composés. Pour tirer au clair ces mélanges et ces confusions, nul besoin d'invoquer Marx, Engels ou Jaurès. Péguy dit fort bien, en langue de typographe, ce qu'il y a à dire sur la distinction du « monde bourgeois » et du « monde ouvrier » : « Il n'y a de mastics que quand on veut mêler l'un et l'autre, l'un dans l'autre, les deux mondes, le monde riche et le monde pauvre, les deux systèmes, les deux langages. Sentimentalement, arbitrairement, gratuitement. Mêler. Tout ça l'un dans l'autre. Alors, il y a de ces contaminations que nos typographes nomment si savamment, si opportunément des mastics ^{7/} »

Cette fracture-là n'est pas près d'être résorbée. Cette frontière-là n'est pas près d'être effacée.

^{7/} Charles Péguy, *Victor-Marie, comte Hugo*, Paris, Gallimard, 1934, p. 29.

On se demande souvent s'il existe encore des prolétaires. On se deman-

de moins souvent s'il existe encore des possédants, des bourgeois, « des bourgeois bourgeoisants », dirait encore Péguy. À cette question, la réponse va de soi, coule de source. La bourgeoisie se transforme, elle aussi, corrélativement au salariat. Il en résulte une fusion inédite de la noblesse d'État et de la bourgeoisie d'affaires, une nouvelle bourgeoisie hybride, une bourgeoisie de fonction. Mais la richesse n'en est pas moins accumulée, accaparée, et concentrée. Et l'un ne va pas sans l'autre, le bourgeois sans son double prolétarien, quel que soit le nom, moderne ou postmoderne, dont on l'affublera.

Cette querelle de mots reste d'actualité. Aucune formule édulcorée, à la portée de n'importe quel jargon caritatif, se contentant d'opposer pauvres et riches, exclus et nantis, ne permet la même clarté dans la définition d'intérêts communs, de solidarités, de revendications, de principes, d'alliances. En d'autres termes, nulle autre représentation ne permet de fonder durablement une politique, de lui fournir un fil à plomb, d'en énoncer les principes.

Des principes ? Encore un mot dévalué, auquel, précisément, on préfère les valeurs. Les valeurs, ça se négocie en Bourse, ça s'échange, ça se marchande. Ça grimpe. Ça s'effondre aussi, parfois.

Les principes sont un point de départ, sur lequel on ne transige pas, une manière de se mettre en marche du bon pied, d'un bon pas. Il en faudra des principes, pour affronter les turbulences et les périls qui nous attendent au seuil du troisième millénaire.

Il faudra une gauche qui redevienne elle-même, pas une gauche allégée, dégauchisée, à la manière du café décaféiné ou du beurre écrémé. Sans histoire ni mémoire. Car tous les passés n'ont pas le même avenir. Sans doctrine, sans projet, la gauche serait incapable ne serait-ce que d'entrouvrir les portes du futur.

Alors, « changer l'avenir », pensez donc !

Rien n'est éternel, pourtant. Pas même les diamants. Tout a une histoire et une fin. Y compris le règne du capital. Loin d'être naturel, aussi vieux que le monde ou que les organismes du schiste de Burgess, il ne représente qu'un bref et récent épisode de l'histoire humaine. Quelques siècles tout au plus. Un épisode dans une histoire plusieurs fois millénaire. Un poil perdu dans la barbe de Dieu. Cela ne durera pas. La question est de savoir comment cela finira, bien ou mal, au profit de qui, au détriment de qui.

Personne n'échappe à cette question-là. Nous sommes embarqués, disait l'autre.

Pour agir, nous avons besoin d'une intelligence du monde qui est le nôtre. D'une théorie, osons le mot. Jospin se demande si « les questions posées par Marx il y a plus d'un siècle gardent leur pertinence ». Il répond de deux façons sensiblement contradictoires. Une voix, celle de « la culture d'opposition » encore, lui souffle qu'il « faudrait à notre temps des marxistes subtils ». Avant même de se lancer à la recherche de ces subtilités, l'autre voix, celle de la « culture de gouvernement » toujours, lui souffle de renoncer à une « doctrine morte » qui ne revivra pas. Le voici donc célébrant la fin des « idéologies dures ^{8/} ».

Vienne le temps des idéologies molles, flexibles, adaptables, pliables, accommodables ! Vive la culture du kit et du jetable ! Un socialisme sans idées ? Un bricolage au quotidien drapé de faux bon sens ? Une arlequinade éclectique faite d'équité rawlsienne, de complexité morinesque, et de consensus habermasien ?

Marx ne donne certainement pas le dernier mot de l'énigme d'une époque opaque. Il fournit cependant les premiers mots de la « critique de l'économie politique », de ce capital vampire qui reste notre présent et notre horizon plombé. Il ne s'agit donc pas de revenir à Marx pour y rester, mais de repasser par lui pour aller au-delà, sans perdre le fil. Rien ne s'invente à partir de rien. Rien ne se bâtit sur l'oubli et l'effacement.

Dans sa hâte à faire peau neuve, à s'alléger de l'héritage et de l'encombrante tradition, Jospin traite l'histoire avec la même désinvolture que la théorie : « Je ne vais pas non plus trancher la question de savoir si le stalinisme est le produit inévitable du léninisme ou bien s'il est une déformation, une perversion du léninisme, et, comme l'écrivait Trotski, une révolution trahie ^{9/}. »

C'est pourtant une question majeure, dont dépend l'intelligibilité du siècle qui s'achève. Savoir dans quelle mesure le ver du stalinisme était ou non dans le fruit originel du communisme, ou s'il s'agit d'une contre-révolution monstrueuse ! Bien des choses en dépendent, pour le passé comme pour l'avenir.

Or Jospin veut oublier ce que Lionel a su. Il se dérobe, ou plutôt il se défait, laissant répondre l'histoire à sa place, comme il laisse l'expertise régler le dossier de Vilvorde : « L'histoire, qui est toujours unique, a tranché. »

Elle a bon dos, l'histoire. Après la pensée unique, après l'Europe unique, voici l'histoire unique. L'histoire à sens unique, sans la moindre place pour « l'invention des possibles ».

L'histoire apologétique des vainqueurs et des victoires.

La célébration historique du fait accompli.

^{8/} Lionel Jospin, *op. cit.*, p. 33.

^{9/} *Ibid.*, p. 48.

C'est toute une philosophie et tout un programme. Toute une religion,

même, « la religion de la puissance historique » : « Or, celui-ci a appris à courber l'échine et à incliner la tête devant la puissance de l'histoire, celui-là aura un geste approbateur et mécanique, un geste à la chinoise, devant toute espèce de puissance, que ce soit un gouvernement, ou l'opinion publique, ou encore le plus grand nombre. Si chaque succès porte en lui une nécessité raisonnable, si tout événement est la victoire de la logique ou de "l'idée" – eh bien ! qu'on se mette vite à genoux et que l'on parcoure tous les degrés du succès ^{10/}. »

Les socialistes, aujourd'hui, se reconnaissent à leurs « genoux meurtris ».

Qui peut croire au redressement du Parti socialiste ? Trop de reniements pèsent sur lui. Ce n'est plus le parti de Jaurès. Pas même celui de Léon Blum ou de Marceau Pivert. C'est un parti de notables et d'élus, dont les liens avec les sources populaires susceptibles de le renouveler sont considérablement distendus et affaiblis. Il n'est plus en prise directe avec les mouvements sociaux. À la grande indignation des fidèles mitterrandiens, Lionel le militant a invoqué un « droit d'inventaire ». Il a suffi du mot pour laisser croire la chose faite. Jospin Premier ministre a pourtant usé avec une circonspecte parcimonie, chichement, pingrement, de ce droit proclamé.

Il a revendiqué la fierté des réformes accomplies, « abolition de la peine de mort, cinquième semaine de congés payés, retraite à soixante ans, RMI, modernisation de l'économie, libération des médias... ». Il a ajouté, en gage d'impartialité : « Nous reconnaissons aussi nos échecs. Nous en avons tiré les enseignements. » C'était un peu court, et un peu allusif. *Quid* du doublement du chômage, de l'extension de la précarité, de la dégradation de la morale publique (les années Tapie, les affaires, le cabinet noir de l'Élysée), de la percée du Front national ?

Ce passé encombrant reste accroché aux épaules du Parti socialiste.

Le redressement d'un Parti communiste si profondément façonné par des décennies de stalinisme zélé est tout aussi improbable. Muter semble être devenu sa seule raison d'être, comme si la mutation était un état et non pas un passage, sans que l'on sache très bien vers quoi l'on mute, ce que l'on abandonne et ce que l'on gagne.

Pourtant, ces partis sont encore, aussi, la gauche. Et la gauche est notre camp, malgré tout, *a pesar de los pesares*. Ce dilemme est celui de milliers de militants. Il faudra bien en venir à la conclusion que cette gauche, percluse de démissions et de félonies, ne se redressera pas d'elle-même, toute seule, de son propre chef, de sa propre énergie.

^{10/} Friedrich Nietzsche, *Deuxième considération inactuelle*.

Il faudra de nouveaux équilibres et

de nouveaux rapports de forces en son sein pour la changer, si l'on veut changer le monde avant qu'il ne nous écrase.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, il faudra une nouvelle gauche dans la gauche, pour la rappeler à ses origines qui sont aussi ses fins.

Si le temps nous en est laissé. Car il nous est compté.

« Changer l'avenir », disait le candidat Jospin ?

Cela, du moins, il a commis l'imprudence lyrique de l'annoncer.

Et nous n'en avons pas pris le chemin. Le changement est mal parti.

Nous n'avons pas changé l'Europe. Le sommet d'Amsterdam l'a, au contraire, confirmée. Il a ratifié le moignon d'Europe libérale qui joue contre l'idée d'Europe.

Nous n'avons pas changé le « lien social ». Nous aménageons le chômage et l'exclusion.

Nous n'avons pas changé la République, nous nous contentons d'en rafistoler les apparences en continuant de brader sa substance.

Hier encore, le premier secrétaire Lionel prêchait « l'invention du possible ». Fièbre formule. Le Jospin de Matignon n'a guère tardé, pourtant, à sacrifier ce possible, non pas même au réel, qui est riche, contradictoire, qui inclut précisément le virtuel, mais au morne réalisme, qui est un réel appauvri, simplifié, une ombre de réalité à sens unique.

Hier encore, Lionel soutenait que « la démocratie ne vit que d'inventer ses possibles ». En 1983, Jospin jugeait déjà avec résignation le tournant de la rigueur « inévitable » : « Nous rompons devant la nécessité ^{11/}. »

Chez lui, l'ambition du possible est soluble dans la contrainte.

« Changer l'avenir », disait-il ?

L'avenir, c'est le présent du futur. Ce présent, aujourd'hui, c'est cette crise étirée en longueur, rampante et insinuante, qui nous ronge et qui n'en finit pas. Une de ces crises où l'événement suspendu projette la menace du pire. « Nous portons en longueur et en habitude ce qui jusqu'ici n'avait été qu'un point de crise », écrivait Péguy à la veille du premier désastre mondial.

Une crise de civilisation. Nous y revoilà.

Il s'agit de décider à nouveau « si l'Histoire est l'histoire de l'homme ou seulement l'histoire de la technique », ou « de l'homme économique qui n'a pas de prochain mais des choses ». Écrivant ces lignes, Bernanos avait fini par comprendre que le fétiche de la technique ne fonctionne pas tout seul. Le capital tire les ficelles. Et l'essence du capital n'est pas la démocratie, mais

^{11/} Lionel Jospin, *op. cit.*, p. 101.

le totalitarisme, car « la seule organisation capitaliste possible est l'organisation totalitaire, et pour qu'elle devînt réalisable, ou même concevable, il fallait attendre que l'homme totalitaire fût né ».

Il avait aussi fini par comprendre qu'il ne suffit pas de s'en prendre à « l'argent sale », à « l'argent pour l'argent », à « l'argent roi » comme s'il existait un argent propre, altruiste et roturier, un argent pour autre chose que l'argent, pour les besoins sociaux par exemple, pour le plaisir, ou pour le bonheur, car « dénoncer l'argent comme la cause de tous les maux est encore une imposture ».

C'est le monde qui marche à l'envers.

Et qu'il s'agit de redresser. Vaste programme.

Craignons que, de reddition en résignation, la gauche officielle ne lui tourne le dos. Que, d'agenouillement en agenouillement, son calvaire ne devienne aussi le nôtre.

C'EST EN ALLANT VERS LA MER^{12/}... Le titre se veut un hommage à Jaurès : « C'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source. » Mais cette pente descendante, d'amont en aval, ne suffit pas à garantir cette fidélité. Fabius, c'est un cas d'école de ce socialisme mutant.

L'archétype des années Mitterrand. Le champion toutes catégories de la modernité et de la modernisation de gauche : « Aux alentours de 1983, le Parti socialiste a connu une sorte de Bad-Godesberg silencieux. Il a abandonné sa culture d'opposition, contractée au long de décennies de traversée du désert. Il a accédé à une culture de gouvernement^{13/}. »

Finie, la maladie infantile du socialisme, enfin parvenu à l'âge adulte.

Ce grand tournant pourrait être « une excellente chose », à condition d'être « pleinement assumé ». C'est à quoi Laurent le méthodique s'est employé, conscient que cette conversion aux délices du marché risquait de creuser un grand vide idéologique et de réduire le socialisme à « une variante généreuse de l'idéologie libérale. »

Il importait donc de savoir cultiver sa différence. D'abord, en revendiquant l'héritage et la continuité :

« Je reviens toujours, comme un point fixe, au grand Jaurès. » Mais il ne suffit pas d'invoquer le nom pour en posséder la flamme. Le président de l'Assemblée est lisse comme une toile cirée. Le verbe torrentiel de Jaurès glisse sur lui. À son contact, la lave devient cendre. Il n'a ni la fibre populaire du tribun, ni la sensibilité esthétique d'un Blum. En dépit de ses efforts, il reste un Juppé de gauche, fait au même moule.

Au vu du résultat, Jaurès aurait dit comme Marx : « J'ai semé des dragons, j'ai récolté des puces. » Des puces électroniques s'entend. Il faut vivre avec son temps. Il faut « évidemment s'adapter » aux grandes mutations. Évidemment :

« C'est en allant vers la mer... »

« Qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui ? », s'interroge Fabius.

^{12/} Laurent Fabius, *C'est en allant vers la mer*, Paris, Seuil, 1990.

^{13/} *Ibid.*, p. 9.

Il va même plus loin : « S'il est assurément démocratique, en quoi le socialisme moderne est-il socialiste ¹⁴/? »

Excellente question. Et merci de nous l'avoir posée.

En quoi un socialisme converti à la loi du marché, au culte de la monnaie, à la libre circulation des capitaux, à la sacralité de la propriété privée, est-il encore socialiste ? On peut en effet s'interroger. Il y eut, dès les origines, bien des querelles entre les familles socialistes, bien des manières de concevoir la socialisation des moyens de production et d'échange. Elles étaient au moins d'accord sur un point : derrière la dictature du capital et le rapport d'exploitation, il y a la propriété privée et l'accumulation du profit.

Acquis à la culture de gouvernement, Laurent Fabius est partisan du maximum de marché possible et du minimum d'intervention politique. Au-dessus du capitalisme, avant comme après, il y a désormais le fétiche du marché : « Passé un certain seuil de développement, l'économie de marché et son type de régulation constituent une dimension de l'univers économique lui-même et non pas un trait distinctif du capitalisme pouvant être aboli avec lui ¹⁵. » Personne ne parle, aujourd'hui, d'abolir purement toute forme de régulation marchande. Mais pour Fabius, passé ce fameux seuil de développement, la régulation marchande sort de l'histoire pour entrer dans l'éternité naturelle des rapports sociaux. Dire qu'il cite à la rescousse Karl Polanyi, dont *la Grande Transformation* analyse au contraire l'historicité du marché, les douleurs de son avènement, les conditions de son triomphe somme toute récent !

En quoi « le socialisme de marché » est-il donc encore socialiste ? La réponse est courte : l'idéal démocratique serait devenu la « force émancipatrice des temps modernes ». Entre démocratie et socialisme, il n'y a plus « rupture mais continuité ». Certes. Mais entre capitalisme et socialisme ?

On peut aussi aller vers la mer, et s'y noyer, sans pour autant rester fidèle à sa source.

Allégé, lyophilisé, aseptisé, le socialisme nouveau est arrivé. Un socialisme *light*, comme le café sans caféine, le sucre sans saccharose, la bière sans alcool, le beurre sans matières grasses. Qu'on se le dise : ce socialisme « n'est pas moins à gauche qu'avant. Il est devenu un socialisme de création. Il a troqué la culture du grand soir pour celle du changement dans la durée ».

Il s'est ainsi « transformé, ressourcé, affiné... ». Comme un fromage, diraient les mauvaises langues. Ce socialisme branché est passé du collectif à l'individuel. La gauche voulait mettre le travail, le savoir, la santé à la portée de tous.

Elle doit désormais « les mettre à la portée de chacun ».

¹⁴/ *Ibid.*, p. 192.

¹⁵/ *Ibid.*, p. 194.

Renversante novation ! Un certain Karl Marx, le cancre recalé du Bad-Godesberg silencieux, parlait déjà du libre épanouissement de tous par le libre épanouissement de chacun. Mais pas plus aujourd'hui qu'hier, l'émancipation n'est un plaisir solitaire.

Dans sa marche forcée à la modernisation, Laurent Fabius lâche allégrement du lest. Non seulement le socialisme, mais aussi la lutte des classes. L'un ne va pas sans l'autre. Ainsi, les classes seraient solubles dans les classes moyennes, dans le vaste marais garant de tous les consensus et de toutes les tempérances. « L'importance des classes moyennes s'accroît » et « une nouvelle classe possédante – possédant l'information – apparaît ». À ceci près que tous peuvent « posséder » l'information, plus exactement la recevoir et la consommer. Ceux qui possèdent réellement les moyens d'information, qui la produisent et la diffusent, sont en revanche peu nombreux. Qu'on invoque Marx, Proudhon, Jaurès, ou même Blum, on n'échappe pas à cette question têtue de la propriété.

Ayant renoncé à la source, égaré dans les méandres et les boucles du fleuve, Fabius est-il encore sûr de bien aller vers la mer ? Il ne suffit pas de « s'adapter », mot d'ordre de tous les abandons au fil de l'eau, commun au bouchon et au chien crevé. « Place au ^{xxi} siècle ! », lance crânement l'ancien « Premier ministre de la France ». Le ^{xxi} siècle viendra à sa date, à son heure, à son rythme. La vraie question n'est pas d'effacer l'histoire pour lui faire place nette, mais de savoir ce que l'on voudra qu'il soit.

Il y a longtemps que Laurent Fabius voit poindre « un nouveau modèle de régulation », qu'il annonce avec un lyrisme affecté le dévoilement d'un « grand dessein ». Il y a longtemps aussi que ses proches conseillers sèchent devant leur page blanche.

« Dessine-moi un mouton ! »

Dessine-moi aussi un socialisme de marché.

Et un marché sans chômage.

Et un patronat philanthrope.

Et un travail sans exploitation.

Et une propriété sans profit.

Et une Europe libérale tempérée de social.

Et une mondialisation marchande pacifique et égalitaire.

Et un arc-en-ciel incolore, et des centaures, des licornes, des cocolions, et des chats qui font des chiens, et des poules qui ont des dents...

Et encore un mouton. À cinq pattes, avec des nageoires et une trompe.

Le tocsin de Noël

ILS SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUX. Mais ils restaient médiatiquement invisibles : les chômeurs, les précaires, les « sans ». On nous montre volontiers la détresse lointaine, si possible exotique. La misère à domicile, la misère de proximité est moins photogénique. Elle inquiète. Elle angoisse.

Ils ont choisi Noël pour sonner le tocsin.

Ce mouvement des exclus, des invisibles, surgis soudain des catacombes et des files d'attente anonymes, dans la lumière crue des agapes de fin d'année, a surpris. Ni les gouvernants ni les télés ne l'attendaient. Il s'est invité tout seul. En trouble-fête intempestif.

Il vient de loin pourtant. Quiconque a suivi la première marche nationale des chômeurs en 1994, puis leur marche européenne sur Amsterdam en mai-juin 1997 pouvait sentir monter la vague et prévoir son débordement.

Certains éditorialistes se sont étonnés de cette irruption : pourquoi maintenant, au moment où DSK ^{16/} promet l'embellie économique pour l'année nouvelle, où les investissements frémissent, où le chômage officiel recule de 12,5 % à... 12,4 % de la population active ?

Toutes les raisons de la colère sont justement réunies. D'abord, le lent affaissement des minima sociaux auxquels ils sont condamnés. L'augmentation du nombre de pauvres s'est accompagnée d'une dégradation de leurs conditions de vie. Alors que plus de six millions de personnes vivent désormais des minima sociaux (3,5 millions d'allocataires, plus les personnes à charge), leur part dans le produit intérieur brut n'a plus bougé depuis 1982. Merci, la gauche libérale ! Les premières mesures du gouvernement Jospin, relevant légèrement le smic sans pratiquement revaloriser ces minima, continuaient dans le même sens (rigueur budgétaire et service de l'euro obligeant !). Plus d'un million d'allocataires du RMI touchent 2 429 francs par mois, 520 000 « bénéficiaires » de l'ASS 2 264 francs par mois, 860 000 « bénéficiaires » du

^{16/} Il s'agit bien sûr de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

minimum vieillesse 3 470 francs par mois, 570 000 « bénéficiaires » de

l'allocation pour adulte handicapé 3 537 francs par mois. Sur les 1 750 000 « bénéficiaires » de l'assurance chômage, indemnisés au titre de l'allocation unique dégressive par l'Unedic, plus de la moitié reçoivent moins de 4 000 francs mensuels et 75 % moins de 5 000 francs.

Beaucoup ne vivent plus le chômage comme une situation passagère, un tunnel dont on finira bien par voir le bout, mais comme un effroi sans fin. Si le chômage des jeunes a légèrement diminué, celui de longue durée n'a cessé de croître. En octobre 1997, 11 660 000 personnes, soit plus de 36 % des chômeurs, étaient touchées.

Enfin, loin d'apaiser les esprits, l'embellie économique promise par Dominique Strauss-Kahn, réelle ou imaginaire, porte le désespoir à son comble. Malgré ces auspices favorables, aucune amélioration sur le front de l'emploi n'est en effet escomptée avant la fin de l'année. Une croissance estimée de manière optimiste à 3 % (avant la crise asiatique) donnerait 300 000 créations d'emplois supplémentaires, juste de quoi éponger les nouvelles arrivées sur le marché du travail. Dans la meilleure des hypothèses, le taux de chômage reculerait d'un point, de 12 % à 11 % de la population active ! De nombreux chômeurs et chômeuses ont donc le sentiment de plus en plus étouffant que la reprise ne sera pas pour eux, qu'ils ne sortiront pas du trou, et que leur exclusion devient définitive.

D'où la radicalité de leur mouvement et la légitimité de ses revendications. Le 11 décembre 1997, les occupations d'Assedic ont commencé à Marseille pour la « prime de Noël de 3 000 francs ». Du 15 au 22 décembre, les trois associations de chômeurs (ACI, Apeis, MNCP), soutenues par plusieurs syndicats, organisaient une semaine d'action sur le thème « Urgences sociales ». La mobilisation s'amplifiait, sans trêve des confiseurs. Le 2 janvier, Jean-Claude Gaysot recevait les associations et annonçait une aide aux transports pour les chômeurs de l'Ile-de-France. Le 3 janvier, Martine Aubry débloquent 500 millions et appellait à cesser les occupations. Le 8 janvier, Jospin recevait les partenaires sociaux, puis les associations de chômeurs. Le 9, il accordait 1 milliard d'aide d'urgence et créait une mission chargée de réformer les minima sociaux. Dès le lendemain, sans même laisser le temps de discuter ces mesures, le gouvernement faisait évacuer par la police les locaux occupés. Les 13 et 18 janvier, les manifestations se multipliaient à Paris et en province.

Les sondages montraient à quel point la cause des chômeurs était populaire : plus de 70 % d'opinions favorables. Rien de surprenant toutefois, lorsque les mêmes sondages révèlent que 4 Français sur 5 ont connu le chômage dans

leur entourage, et que plus du tiers des salariés le craignent pour eux-mêmes dans un proche avenir.

Les témoignages de détresse ont rompu le silence et surmonté la honte de n'être plus rien, de ne plus rien valoir, de compter seulement pour la poussière des statistiques. Solange, 46 ans, secrétaire : « Croyez-le bien, j'ai la certitude que l'on peut améliorer un peu la vie de nous, les exclus ; exclus pas par notre faute, car pour moi travail rime avec moral et moral avec gaieté, et là, aujourd'hui, tout devient noir, et pour ma famille. Merci, monsieur le préfet de nous comprendre, ceux qui ne sont pour rien dans leur chômage qui dure... » Bertrand, 46 ans, Calais : « Mes droits aux Assedic sont épuisés. Je n'ai comme ressource que 839 francs pour quatre personnes. Je vous appelle à l'aide. » Un couple de quinquagénaires, un enfant, Bagnolet : « Le 15 mars étant proche, nous risquons l'expulsion. D'autres factures sont impayées, en précisant également que nous n'avons plus rien pour vivre à partir du 20 du mois. » Et tant d'autres. Des dizaines de milliers de requêtes semblables déposées auprès des préfetures ^{17/}.

Devant ce désespoir sans horizon, un secours ponctuel de quelques centaines de francs n'est jamais à dédaigner. Mais les concessions gouvernementales sont bien loin du compte. Les associations de chômeurs ont exprimé des exigences claires, élémentaires : un relèvement de 1 500 francs mensuels des minima sociaux et un revenu pour les jeunes de moins de 25 ans. Pas dans un an, ou à la saint-glinglin, si le patronat veut bien, si l'euro le permet, si Notat consent... Tout de suite ! La misère n'attend pas des lendemains au chant si incertain.

Irréaliste - antiéconomique - objectent doctement les experts. Les marges existent, pourtant. Les choix budgétaires sont des choix politiques. On peut les changer. À ventre affamé, rien d'impossible.

Côté cour, on s'apitoie sur les conditions de survie inhumaines des exclus. Côté jardin, on brandit les livres de comptes. Le milliard débloqué par Jospin en janvier, c'est huit fois moins que le grand stade (qui sera un nouveau gouffre), cent fois moins que le renflouement du Crédit lyonnais ou que le démontage de Superphénix. Le relèvement de 1 500 francs des minima sociaux coûterait environ 60 milliards, dont 30 pour le RMI et l'ASS. Plusieurs moyens de financement sont envisageables, sauf le transfert de catégories de travailleurs à d'autres, que prévoyait le projet de loi sur l'exclusion du gouvernement Juppé. Une augmentation fortement progressive de 10 % de l'impôt sur le revenu rapporterait 29 milliards. Un prélèvement de 1,5 % sur le patrimoine des 1 % des ménages les plus riches (évalué par l'Insee à 2 000 milliards)

^{17/} *Le Monde*, 18 janvier 1998.

rapporterait 30 milliards. Le doublement de l'impôt sur les grandes fortunes rapporterait plus de 20 milliards. Une réduction du taux d'intérêt pour les gros créanciers qui bénéficient des 220 milliards d'intérêt annuel de la dette publique pourrait aussi rapporter gros. Sans même parler de la suppression des abattements de charges consentis depuis des années au patronat en pure perte, sans la moindre amélioration de l'emploi. Bien d'autres mesures de partage et d'équité seraient possibles.

L'urgence stimule l'imagination. C'est bien connu.

Mais, si légitimes soient-elles, l'assurance et l'assistance n'apportent pas de solution durable au chômage. La réponse, c'est l'emploi. De droite et de gauche, on le serine aux chômeurs. Comme s'ils ne l'avaient pas compris tout seuls. C'est bien pourquoi la réduction du temps de travail s'est progressivement inscrite dans leurs revendications.

Refusant de devenir « inutiles au monde », ils ont brisé le mur de la solitude résignée, et imposé leur droit au respect. Ils ont remporté une première victoire, celle d'exister, d'être reconnus comme des interlocuteurs. Non pour s'opposer, comme les en accusait Marc Blondel, aux travailleurs qui ont un emploi, ni pour remplacer les syndicats. Mais pour ne plus être les oubliés de toujours, les laissés-pour-compte des négociations; pour faire entendre leur voix avec celle des autres, dans l'unité si possible. Ils ne demandaient d'ailleurs pas mieux que de recevoir le soutien des syndicats. Ce n'est pas leur faute, si Notat et Blondel le leur ont refusé.

Si elle devait aboutir à l'institutionnalisation d'un statut de chômeur, entérinant une exclusion à vie, au lieu de continuer le combat pour l'emploi, la reconnaissance des associations de chômeurs aurait certes un effet pervers. Mais cela ne dépend pas des seuls chômeurs. Leur mouvement ne vise pas à les murer dans leur misère, mais à les en sortir. Ainsi, ils sont allés au-devant des syndicats, de la population. Loin de s'opposer aux salariés ayant un emploi, ils ont fait de la réduction du temps de travail, du refus de la flexibilité qui annulerait les effets sur l'embauche, une exigence partagée avec les salariés. En réclamant un revenu pour les jeunes, ils se sont tournés non seulement vers les jeunes chômeurs, mais vers l'ensemble de la jeunesse condamnée à végéter en attendant un emploi improbable.

Parias « sans travail », ils ont parfois – c'est assez extraordinaire, assez admirable, pour être rappelé – manifesté leur solidarité de « sans » envers les autres parias, les « sans-papiers » et les « sans-lieu » : les chômeurs d'Arras ont apporté la moitié des 9 000 francs collectés à un péage aux sans-papiers de Lille en grève de la faim.

Belle leçon morale de la gauche sociale.

En revanche, les intellectuels nationaux républicains qui fustigeaient en février 1997 les belles âmes mobilisées contre les lois Debré, au lieu d'intervenir en priorité sur l'urgence sociale, ne se sont guère précipités aux côtés des chômeurs. Dans un autre genre, les pétitionnaires saint-simoniens d'*Esprit* sont restés d'une discrétion exemplaire. Échaudés par leur mésaventure de décembre 1995, ils se sont bien gardés cette fois de célébrer médiatiquement « le courage de Nicole Notat ».

Malheureusement, la foule civique qui envahissait la rue en février 1997 pour défendre le droit à l'hospitalité ne s'est pas précipitée non plus en masse à la rescousse des chômeurs.

La solidarité évoquée par les sondages est restée passive. La sympathie, silencieuse. À croire que, vue de près, l'exclusion fait peur. Dans la rue, dans les occupations, on a donc retrouvé ceux et celles de toujours, les mêmes syndicats, les mêmes associations, les mêmes marcheurs, les mêmes militants, ceux et celles pour qui gauche morale et gauche sociale vont de pair, qui se retrouvent avec les sans-papiers à Saint-Bernard et à Vilvorde avec les Renault, pour le droit des femmes et avec les chômeurs.

« Qui sème la misère récolte la colère ! »

À l'épreuve de cette colère, la mécanique gouvernementale s'est enrayée. Habités à traiter avec des partenaires professionnels de la concertation et de la négociation, les experts des cabinets ont été déconcertés face à ces têtes nouvelles, ces porte-parole têtus, au verbe direct et aux exigences prêtant mal à transiger.

Pour commencer l'année, Martine Aubry a cochonné son image sociale, prenant soudain le ton d'une pionne autoritaire qui siffle la fin de la récré. Égale à elle-même, Nicole Notat n'est sortie de son mutisme que pour dénoncer l'action de « quelques dizaines d'individus dans quelques antennes Assedic », qu'il convenait de « ramener à sa juste proportion ». Pour les occupants qui réveillaient d'un sandwich dans leur bivouac improvisé, ces propos faisaient l'effet d'une gifle. Ils suintaient l'incompréhension et le mépris.

Provoquant maladroitement la droite à l'Assemblée, Jospin lui-même donna des signes d'énervement. Que la droite monarchiste ait été esclavagiste, c'est vrai. Et la droite parlementaire antidreyfusarde, c'est vrai aussi. Que la gauche quarante-huitarde ait été abolitionniste et la gauche parlementaire dreyfusarde (après hésitation), c'est un fait. Mais Jospin eût été mieux inspiré d'illustrer au présent l'opposition entre la droite et la gauche.

Le mouvement des chômeurs lui en offrait précisément l'occasion.

Les mots convenus de la générosité compassionnelle mouraient au contraire sur les lèvres ministérielles. Le raidissement gouvernemental rappelait l'immobilité de Juppé en décembre 1995. Il est vrai que la voie étroite de la rigueur se rétrécit encore. Le difficile passage à l'euro approche. La crise asiatique menace les prévisions de Bercy. Le patronat fait monter la pression sur les 35 heures. Certains, jusque dans l'opposition, commencent à dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas : qu'il faudrait desserrer l'étau budgétaire, quitte à renégocier le calendrier européen.

En soutenant la lutte des chômeurs, les manifestants réclamaient simplement au gouvernement de gauche une politique de gauche. En guise de réponse, Lionel Jospin a profité de ses vœux à la presse pour confirmer le cap, écartant quelque tournant ou accélération que ce soit : « J'entends dire, ici ou là, que le gouvernement devrait engager une deuxième phase de son action. Si c'est accrédi-ter l'idée selon laquelle il devrait changer la nature de sa politique, qu'il s'agisse de ses objectifs ou même de son rythme, alors je dis clairement : non. »

Le programme de l'année nouvelle est chargé : mise en place de l'euro, loi sur les 35 heures, loi sur l'exclusion, états généraux de la santé, la réforme de la justice, autant de moments délicats en perspective. Et Chirac, retrouvant son pouvoir de dissolution, reprendra dès juin la main et la maîtrise du temps. Les élections régionales auront alors mesuré grandeur nature les effets de la gestion gouvernementale sur le paysage politique. Elles auront surtout montré que le Front national accentue sa pression sur la droite parlementaire. Jusqu'à présent, le parti lepéniste a été incapable de transformer sa démagogie populiste en présence militante, pendant les grèves de décembre 1995, comme à l'occasion du mouvement des chômeurs. Si la mobilisation sociale n'est pas son fort, il peut cependant en tirer des bénéfices électoraux.

Comment endiguer son ascension et le faire reculer, alors que droite et gauche s'accusent mutuellement de faire son jeu ? Toutes les batailles, toutes les ripostes démocratiques, sur le racisme, sur les petites phrases, sur les pratiques municipales, sont nécessaires. S'agissant de défendre les libertés publiques, les alliances les plus larges dans l'action peuvent se justifier, y compris avec des personnalités de droite. En revanche, la confusion électorale des drapeaux et des programmes, au nom d'un improbable front ou consensus républicain, brouille la ligne de partage entre droite et gauche. Cette confusion profite au Front national stigmatisé, diabolisé, ostracisé, seul contre tous, victi-misé et héroïsé par la « bande des quatre », dont il a beau jeu de dénoncer

les magouilles et les arrangements. Le moindre mal est souvent le plus court chemin vers le pire.

Le politologue Pascal Perrineau voit le conflit de classes s'effacer derrière le nouveau clivage central, entre « ouvert et fermé », élites cosmopolites dynamiques et populo frileux conservateur. L'opposition entre riches et pauvres, possédants et possédés, « sans » et « nantis », travailleurs et patrons, quel que soit le nom dont on l'affuble, retrouve pourtant des couleurs éclatantes, et une cuisante actualité.

Seule une expression politique résolue de cette lutte des classes met à vif la contradiction entre la démagogie sociale du Front national et les intérêts qu'il sert en réalité fidèlement. Ce que les chômeurs d'Arras ont compris, ministres et députés devraient pouvoir le comprendre : « Quand je vois les jeunes de mon quartier... À vingt-cinq ans, ils n'ont pas le droit de vivre. Le FN leur dit : révoltez-vous, cette société est pourrie, il faut se battre. Et ils se mettent en lutte du mauvais côté. Nous, on veut la réduction du chômage. Cette région fait semblant de croire qu'elle existe. En réalité on la raye de la carte. Nos élites savaient que la richesse de la mine allait s'épuiser. Qu'ont-ils fait ? Rien. Nous, de cette époque à la mine, on a gardé une chose : la solidarité ^{18/}. »

Il est hautement symbolique que, sous un gouvernement de gauche, ce soient les chômeurs qui aient sonné le tocsin de la république en danger. En apprenant à gouverner, la gauche, dirait Péguy, a « désappris la république ». Elle a aussi désappris le peuple. Elle prétend se faufiler dans un infime passage entre l'emploi et la monnaie, dans une troisième voie incertaine, entre les chômeurs qui perdent patience et les patrons qui menacent de saboter la création d'emplois.

En 1993, Lionel proposait bravement « l'inversion des priorités économiques » et la « rupture » envers « le modèle dominant ^{19/} ». Quinze jours après son élection, Jospin s'agenouillait à Amsterdam. Le ton était donné. Il écarte aujourd'hui toute mesure risquant de faire « exploser » la politique économique. Certains ministres parlent déjà ouvertement de modération salariale.

« L'orthodoxie économique » est de retour.

La rupture s'est perdue dans la contrainte.

Les « grands équilibres » demeurent.

Les chômeurs de longue durée, les privatisés de France Télécom, les sans-papiers déboutés de la régularisation peuvent se demander si leur situation aurait été si différente avec des ennemis déclarés de droite, plutôt qu'avec

^{18/} *Le Monde*, 14 janvier 1998.

^{19/} *Libération*, 13 septembre 1993.

LE DUR DEVOIR DE GOUVERNER À GAUCHE

des amis douteux de gauche. Bien sûr, il importe peut-être, il importe même sans doute, que la gauche l'emporte à chaque élection sur la droite, et les socialistes sur les libéraux, et les républicains sur les marchands. Mais cette importance importe tout de même moins que ceci : que les républicains restent vraiment républicains, que les socialistes soient vraiment socialistes, et que la gauche campe fidèlement à gauche.

On voit mal la gauche plurielle aller au bout de son mandat de cinq ans. Et si elle y parvenait, dans quel état ? Au prix de quels renoncements, de quelles compromissions ? N'aurait-elle pas, une fois encore accompli de manière oblique ce que la droite ne parvient pas à faire par la manière forte ? N'aurait-elle pas démoralisé un peu plus son peuple déjà blasé par les années de duplicité mitterrandienne et de social-libéralisme ?

Heureusement, la gauche ne se réduit pas à la gauche parlementaire, aux déraisons de sa raison économique, à la république crispée sur son passé. Il y a aussi la gauche rebelle qui bouge, qui manifeste, qui occupe, qui lutte « tous ensemble ». La gauche d'en bas, la gauche de dessous, la gauche profonde qui résiste, qui ne plie ni ne se rend. Il y a toujours ce tissu, cette mémoire, cette histoire populaire dont est tissée la gauche.

Il y a toujours leur gauche et la nôtre.